Soutien à la résistance du peuple ukrainien ! Retrait des troupes russes ! Contre l'escalade belliciste, imposer un accord de paix

Avec l'invasion de l'Ukraine par les armées russes, un nouveau seuil a indéniablement été franchi. Comprendre (et non justifier) ce qui a rendu possible l'invasion de l'Ukraine est nécessaire : Poutine est dans une large mesure un produit de l'impérialisme occidental. Depuis l'effondrement de l'URSS, les impérialistes ont maintenu l'OTAN et l'ont étendu aux frontières de la Russie. Ils y ont déployé des missiles.

De plus, nous savons que les impérialistes occidentaux et leurs relais qui s'indignent aujourd'hui en invoquant le droit international, n'ont eux-mêmes jamais cessé d'attaquer la souveraineté des peuples, en envahissant ou en soutenant l'invasion de nombreux pays (y compris en Europe même, par exemple lors de la guerre en ex-Yougoslavie) et en n'hésitant pas à faire chuter sur d'autres continents des gouvernements insuffisamment complaisants à l'égard des intérêts occidentaux. Plus généralement, nous savons qu'ils n'ont aucun attachement véritable à la démocratie, n'ayant aucun problème à soutenir ou à travailler avec des dictatures, si c'est conforme à leurs intérêts économiques, comme pour l'Arabie Saoudite, le Qatar, l'Égypte, la Turquie, le Honduras, etc., ou à tolérer des régimes ultra-autoritaires et réactionnaires dans le cadre de leur propre alliance, comme la Hongrie au sein de l'UE.

En tant que communistes révolutionnaires, refusant évidemment à la fois la politique de l'OTAN et de la Russie, mais constatant en l'occurrence la situation immédiate en Ukraine, nous considérons que :

1. L'invasion par les armées russes du territoire appartenant au peuple ukrainien souverain est absolument illégitime. Face à cette attaque, nous apportons pleinement notre soutien au peuple ukrainien. L'objectif indiscutable d'une politique satisfaisante dans la conjoncture actuelle doit donc être de mettre fin au calvaire que subit le peuple ukrainien et donc concrètement d'obtenir le retrait des troupes russes hors du territoire ukrainien. Il ne s'agit donc pas de rester neutre, mais bien de défendre les droits du peuple ukrainien qui ont été bafoués.

2. En tant que militants en France, il nous semble que nous devons absolument dénoncer toute politique s'inscrivant dans une logique d'escalade guerrière entre les

États, au risque de l'extension de la catastrophe dans toute l'Europe, et même dans une large partie du monde. De ce point de vue, la prolifération des discours « va-t'en guerre » de la part d'une large partie des relais de l'impérialisme occidental doit être dénoncée (voir par exemple les prises de position de B. Henri-Levy, Y. Jadot, A. Hidalgo, R. Glucksman, etc.). Nous nous opposons en outre à l'interdiction des organes accusés de relayer la propagande russe, atteinte très grave à la liberté de la presse. Aucune atteinte au pluralisme – déjà bien limité – des médias ne saurait être acceptée au nom de la logique de guerre.

En revanche, nous soutenons inconditionnellement la résistance armée du peuple ukrainien, qui a le droit de se défendre par tous les moyens. Mais nous n'apportons pas notre soutien politique à Zelensky, aux pro-atlantistes ou aux ultra-nationalistes ukrainiens qui sont les ennemis du prolétariat et dont la politique nationaliste et alignée sur l'OTAN a contribué à offrir des prétextes à Poutine pour justifier son invasion aux yeux de la population russe. À moyen terme, l'Ukraine ne peut conquérir son indépendance véritable sans une politique rompant progressivement sa dépendance, non seulement d'avec la Russie, mais aussi d'avec les impérialistes occidentaux (y compris sur le plan militaire).

3. Cette résistance du peuple ukrainien, qui met déjà en difficulté l'offensive russe, contribue à ce que les négociations lui soient le moins défavorables possible. Poutine lui-même attend la possibilité de négocier au plus vite, dans la mesure où il est aujourd'hui en position de force – ce qui risque fort de ne plus être le cas dans quelques mois, s'il décide de ne pas retirer ses forces d'Ukraine, au risque de s'embourber comme tant d'autres avant lui dans un territoire étranger habité par une population hostile. C'est pourquoi, trois jours seulement après le début de l'offensive, la Russie avait déjà proposé l'ouverture de nouvelles négociations à Minsk. Il est juste que le peuple ukrainien saisisse toutes les opportunités pour tenter d'obtenir l'arrêt de l'offensive et le retrait des troupes russes.

4. Entrer en négociation, c'est nécessairement ne plus se satisfaire de positions abstraites de principe, mais envisager concrètement ce qu'il est possible d'exiger, de concéder, et selon quels rapports de force nos objectifs peuvent être atteints. Dans cette perspective, il est juste d'exercer contre les dirigeants et oligarques russes des pressions économiques (saisie d'avoirs financiers, de yachts, de patrimoine immobilier…) et diplomatiques qui peuvent actuellement être favorables au peuple ukrainien, à condition toutefois que ces sanctions ne visent pas le peuple russe lui-même. La population de Russie, en effet, ne doit pas devenir elle-même la victime d'une politique de représailles sans limite contre les décisions militaristes de son gouvernement. La résistance du peuple ukrainien à la campagne militaire russe est également un élément important dans la construction du rapport de forces nécessaire pour obtenir un accord de paix acceptable pour le peuple ukrainien.

Toutefois, nous ne sommes pas dupes de la logique des Occidentaux et nous combattons tout particulièrement l'OTAN : nous ne sommes donc pas pour que

l'Ukraine rejoigne cette organisation militaire des principaux impérialistes de la planète. Dans cette perspective, il nous semble envisageable de négocier en particulier, en échange du retrait des troupes russes, (1) la *neutralité de l'Ukraine* vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE, que le président Zelensky a du reste déjà acceptée de mettre sur la table – ce sont les puissances impérialistes occidentales qui n'acceptent pas d'envisager une telle possibilité, tant l'Ukraine constitue à leurs yeux une base précieuse ; (2) la reconnaissance du *droit à l'autodétermination des populations du Donetsk et du Louhansk*, jusqu'à l'indépendance à l'égard de l'Ukraine si elles le souhaitent ; (3) la *fin des sanctions* à l'encontre de la Russie.

5. Rappelons d'ailleurs que ce droit à l'autodétermination pour des peuples ou minorités opprimées ne vaut pas simplement pour les minorités russes en Ukraine. Il vaut aussi pour les populations qui sont directement ou indirectement sous le joug russe, et en particulier pour le peuple du Kazakhstan dont le soulèvement a été écrasé par les blindés russes il y a quelques semaines sans la moindre réaction de Macron et des autres gouvernements capitalistes. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes vaut également pour les peuples opprimés par les États impérialistes occidentaux, à commencer par les peuples africains qui subissent le néocolonialisme français, les Palestiniens qui subissent le colonialisme israélien ou pour les Kurdes opprimés par l'État turc, membre de l'OTAN, sans que tout cela ne pose aucun problème aux prétendus défenseurs de la démocratie.

6. Nous apportons également notre soutien à celles et ceux qui en Russie malgré la répression féroce manifestent contre l'invasion militaire organisée par leur propre gouvernement.

7. Au-delà de ce qui va se passer maintenant en Ukraine, le retour de la guerre au cœur de l'Europe ouvre forcément une nouvelle période. La guerre en ex-Yougoslavie avait déjà fait resurgir ce spectre dans les années 1990, mais c'était d'abord une guerre civile, due à la fois aux rivalités internes de la bureaucratie locale après la mort de Tito et aux pressions de l'impérialisme occidentale sur l'économie yougoslave, avant que les impérialistes de l'OTAN n'y interviennent en bombardant et en occupant la Serbie. Maintenant, il s'agit d'une étape différente, avec le retour de l'invasion directe d'un État indépendant par une puissance impérialiste (au sens politique de ce terme), qui subit elle-même de plein fouet la concurrence internationale imposée par le capitalisme mondial. Celui-ci avait pillé le peuple russe dans les années 1990 par l'accord entre les trusts occidentaux et les chefs de l'ex-URSS transformés en « oligarques » privatisateurs et mafieux. Poutine s'est donné comme mission de reconstituer la puissance de l'État russe au compte de cette bourgeoisie russe qui veut prendre toute sa place dans le capitalisme international. Les impérialistes occidentaux, en revanche, cherchent à préserver leurs positions encore hégémoniques, mais battues en brèche par la remontée en puissance de la Russie en Europe et, plus encore, par le développement économique de la Chine et son expansion politique dans plusieurs régions du monde. Dans ces conditions, l'avenir de l'Europe et du monde sera de plus en plus incertain et les menaces de guerre ne peuvent que se multiplier, y compris sur

le plan de la catastrophe nucléaire dont la possibilité revient sur le devant de la scène.

Cela confirme qu'il n'y aura aucune solution viable et progressiste dans le cadre du capitalisme, qui implique l'exploitation, l'oppression, la misère, mais aussi la guerre. Les peuples d'Europe et du monde devront donc se défaire de leurs dirigeants, de leurs institutions impérialistes (à commencer par leurs alliances militaires comme l'OTAN et l'OTSC) et surtout imposer leurs propres solutions économiques et sociales par l'auto-organisation dans chaque pays et la solidarité internationale. Seules les classes ouvrières de tous les pays pourront être les moteurs d'une telle dynamique, non seulement par leurs mobilisations, mais en faisant leur le programme du communisme révolutionnaire et internationaliste, qui passe par la conquête du pouvoir politique.

Tendance CLAIRE, le 5 mars 2022